

## Festival « L'envers de la ville » - Inverses

Lundi 20 octobre 2014

### « Habiter et résister »

*Transcription des échanges oraux*

**18h30 : Dans les décombres** (*Qian men qian*) d'Olivier Meys (2008) – France – Documentaire – 85 minutes. VOSTF.

Synopsis : À Pékin, les derniers *hutong* de Qianmen, ancien quartier populaire et véritable mémoire de la ville, disparaissent sous les coups de pelleteuses pour qu'un Pékin flambant neuf accueille les Jeux Olympiques. Les expropriations sont brutales, les indemnités insuffisantes, les protestations vaines. La police veille, la presse est absente. Olivier Meys filme la colère, l'angoisse des habitants et la détermination d'une partie d'entre eux à rester jusqu'au bout, malgré les démolitions.

**20h30 : Villa El Salvador. Les bâtisseurs du désert** de Marina Paugam et Jean-Michel Rodrigo (2009) – France, Pérou – Durée : 52 minutes.

Synopsis : *Villa El Salvador* montre comment une résistance collective face à l'arbitraire de l'Etat a abouti à la création d'une utopie urbaine socialiste qui a surgi au milieu d'un désert situé au sud de Lima, voilà près de trente-cinq ans. Le film dépeint l'histoire de la construction de la ville par ses habitants et comment principe de réalité, pratique d'autogestion et principe de solidarité y ont servi de fondements normatifs. Tout y passe : du Sentier Lumineux infiltrant et s'attaquant à *Villa El Salvador* à la lutte des femmes pour l'égalité, ou encore les résistances des habitants pour que leur ville ne devienne pas une cité dortoir de Lima, mais une entité urbaine productive... Qu'en est-il de cette utopie aujourd'hui ?

**Projection suivie d'un débat** animé par Sébastien Jacquot, Nicolas Bautès et Alexis Sierra. En présence d'**Agnès Deboulet** (Professeure au département Sociologie de l'Université Paris 8 – Vincennes – Saint-Denis), de **Matthieu Giroud** (Maître de conférence, Université de Paris Est – Marne-la-Vallée) et **Jean-Michel Rodrigo** (réalisateur de *Villa El Salvador. Les bâtisseurs du désert*).

Public présent à la 1<sup>ère</sup> séance : 57 personnes – 2<sup>ème</sup> séance : 92 personnes. Cinéma La Clef

**AS** : [Présentation des grands axes des recherches du groupe : rapport à la loi, informalité, collusion des intérêts, rôles des intermédiaires] On voit ici des formes de résistances, de contestations, de mobilisations. Ce thème en particulier dont on va débattre en relation avec l'idée d'habiter la ville. Ce thème fait l'objet d'un chapitre d'un livre dont nous sommes en train de préparer et qui doit clôturer notre programme, chapitre qui est plus particulièrement sous la responsabilité de Sébastien Jacquot et de Nicolas Bautès, qui vont vous dire ce que nous entendons dans notre groupe par résistances.

**SJ** : En quelques mots, on va laisser le suspense jusqu'à la parution du livre. Pour nous, la contestation et la résistance sont apparues comme des notions essentielles pour étudier le rapport au pouvoir de certains citadins, donc des notions mobilisées dans plusieurs de nos villes ; par exemple, quartiers auto construits classés à risque à Lima avec Alexis Sierra, vendeurs sans-papiers à Gênes qui est un de mes terrains et habitants de favelas à Rio menacés par des relogements forcés etc. Donc nous avons voulu inscrire la résistance dans un champ plus large de pratiques de pouvoirs visant des rapports de force, mais incluant aussi des arrangements, des compromis plus ou moins énoncés avec tout un éventail de formes de résistances. Donc la question de la résistance a également été abordée d'un point de vue politique. Est-elle le moteur des multiples empiétements et



débordements quotidiens ? Existe-t-elle quand ces empiétements n'incluent pas une intention d'entrer en rapport avec les pouvoirs ? Constitue-t-elle une subversion, à petite échelle, de l'ordre social ? Et enfin, se construit-elle comme une action politique voire construit-elle des sujets politiques ?

**NB :** Bien entendu cette question doit être analysée avec son double positif, c'est-à-dire la mobilisation. Est-ce que le fait de résister génère une mobilisation organisée de citoyens ou d'acteurs plus largement, qui participent à la construction de formes de citoyenneté nouvelles et ainsi, est-ce que porter depuis le bas un projet pour la ville est une forme de résistance ? Le choix des films que nous avons sélectionnés aujourd'hui interroge des formes de résistance à partir des pratiques habitantes. Il va de soi que cette lecture doit être extrêmement prudente et prendre garde de ne pas nous conduire à une vision romantique des formes de résistance ou à des formes idéalisées, qui idéaliseraient les habitants sans questionner les méandres de leurs actions, de leurs tactiques et stratégies individuelles ou collectives, qui parfois les conduisent à agir seules au nom du groupe ou au détriment de celui-ci, à vouloir se démarquer de ces collectifs de résistance, voire parfois à agir contre eux. Les premiers processus de résistance nous semblent tout aussi marqués par l'ambivalence et la complexité, tout autant que les formes sociales qui les dominent. Donc je vais proposer à Alexis de faire un petit résumé du premier film.

**AS :** Je voulais juste préciser d'abord pourquoi nous avons choisi ces films. Dans les films et documentaires de jeudi et vendredi dernier, nous avons ponctuellement des éléments de résistances collectives qui tombent dans le fatalisme ou individuels. Ici, nous avons choisi deux films qui renvoient à deux villes de deux régions du monde différentes, la Chine et le Pérou, avec d'ailleurs deux urbanités différentes, dans le centre avec un bâti ancien, et, en périphérie au contraire (*Villa El Salvador*), avec des quartiers auto-construits. Ces deux films renvoient tous les deux à la fois à une forme de combat des citoyens – même s'ils ne sont d'ailleurs pas forcément reconnus comme citoyens – comme porteurs d'une citoyenneté ou comme en forgeant une, qui sont confrontés à la nécessité d'être logés et parfois mobilisés contre des menaces d'expulsion ou d'autres menaces comme on vient de le voir. Et puis ce sont des films qui sont relativement proches, des situations que nous abordons sur nos terrains et peut-être est-ce une position que nous avons d'être relativement proches ou plutôt de nous intéresser aux populations plus dominées, reléguées ou en marge. Nous avons ici deux facettes de cette résistance, mobilisation et contestation, une que vous venez de voir ici, qui renvoie finalement à la construction d'un projet auto-planifié, auto-construit, auto-géré, qui conduit à une mobilisation. De l'autre, le film que nous avons vu précédemment *Dans les décombres*, qui est une forme de résistance en restant dans le lieu habité dont va vous parler Sébastien.

**SJ :** Je résume rapidement. On a effectivement deux films documentaires qui vont alimenter le débat, mais vous n'avez pas forcément vu le premier documentaire. Quelques points d'appui pour *Dans les décombres* qui se situe à l'approche des Jeux Olympiques et qui mobilise les derniers *hutongs* de Qian Men, quartier populaire de Pékin proche du centre, qui sont progressivement détruits pour la réalisation d'une route monumentale et la construction de nouveaux logements qui reprennent en partie la forme architecturale de ces *hutongs*. Donc les habitants sont fortement incités à quitter leurs maisons en échange d'un dédommagement, leur permettant de se reloger dans un appartement plus en périphérie. Toutefois, certains habitants trouvent les compensations monétaires trop faibles, d'autant plus qu'ils soupçonnent l'État de vouloir réaliser une juteuse opération immobilière et spéculative. Certains d'entre eux refusent dès lors de partir. Le film est une succession de scènes courtes qui montrent des habitants refusant de partir, des ouvriers migrants détruisant au fur et à mesure de ces départs les bâtiments, des habitants partis qui retournent avec nostalgie sur les lieux de leurs anciennes maisons détruites. Et puis à travers les discussions saisies par la caméra apparaît dans ce documentaire un espace de contestation d'opérations immobilières et, au-delà, des logiques de fonctionnement de l'État chinois, on a quelques bribes de contestations. Tandis que quelques habitants tentent, malgré les micro harcèlements dont ils sont victimes de demeurer malgré tout sur place et c'est sur cela que s'achève le film. Voilà les éléments permettant de suivre le débat pour ceux qui n'auraient pas vu le premier film.



**AS :** Alors pour éclairer davantage ces films et analyser ces formes de résistances et de contestations, nous avons la chance et le plaisir d'accueillir trois spécialistes de ces questions : Jean-Michel Rodrigo, qui est le réalisateur du documentaire que vous venez de voir sur *Villa El Salvador*, scénariste, réalisateur, producteur. Il est à l'origine de nombreux documentaires engagés sur des conditions politiques et sociales, sur des terrains africains, français et latino-américains avec des préoccupations croissantes sur les questions urbaines et environnementales. Agnès Deboulet, professeure à l'Université de Paris VIII, sociologue et urbaniste, qui a travaillé et publié sur la construction de l'urbanisme populaire et sur l'implication des citoyens dans les constructions urbaines et co-auteur de plusieurs ouvrages : *Ville internationale, entre tensions et réactions des habitants* aux éditions La Découverte, *Les Compétences des citoyens du monde arabe : penser, faire, transformer la ville* aux éditions Karthala et qui vient d'atterrir de Chine. Enfin, Matthieu Giroud, maître de conférence à l'Université de Paris-Est, qui a réalisé une thèse sur *Résister en habitant*, qui travaille sur la gentrification et les continuités populaires. Il développe également des travaux sur les approches critiques de l'urbain, avec un certain nombre de publications aux éditions Les Prairies Ordinaires, notamment une traduction (coordination d'un projet collectif) de l'ouvrage de David Harvey, *Paris, capitale de la modernité* et il sort aujourd'hui même, le hasard a bien fait les choses, un ouvrage coordonné avec Cécile Gintrac, *Villes contestées, pour une géographie critique de l'urbain*, qui est un recueil de traductions de textes de géographie critique.

Alors on va justement essayer d'être critique à partir de ces films. Première question que l'on voulait poser à Matthieu pour ouvrir le débat : ces résistances populaires en tant qu'habitant ont-elles des dimensions d'emblée politiques et est-ce que les dénouements de ces résistances par l'habiter sont soit tragiques, soit heureuses ?

**Matthieu Giroud :** Bonjour à tous. Avant de tenter de répondre à ces questions, peut-être quelques mots sur les deux films. Ce qui m'a frappé à l'issue du double visionnage, c'est leurs points communs, c'est-à-dire que dans les deux cas, il s'agit d'habiter le vide et dans le vide (un désert, des décombres). Et dans les deux cas, il s'agit aussi de tenter de résister à une autre forme de néant qui est quelque part, celui créé par les pouvoirs dominants et leur coalition d'acteurs. D'un côté, il s'agit de résister à la vacuité, à l'absence quasi-totale des pouvoirs publics, sauf quand il s'agit de contrôler militairement, et puis de l'autre, il s'agit au contraire de résister à son omniprésence, en tout cas c'est l'idée de résister au vide produit par une violence d'État, cette force extérieure dont parlent très bien les habitants des *hutongs*. Et même, une violence ultime quand on parvient à faire que ça soit le peuple exploité, celui des campagnes, qui délogent le peuple précarisé, celui des villes. La différence entre les deux films réside dans l'issue, c'est-à-dire dans le produit final de cette rencontre entre habiter et résister ce qui permet d'emblée de poser la question des limites et de la mesure des formes de résistance par l'habiter. À *Villa El Salvador*, les habitants, ont fait leur ville ; certes, dans le sang, dans la sueur mais aussi dans leur capacité d'organisation, d'autogestion, d'émancipation et à la fin du film, on danse et on chante, même si tout n'est pas rose, que la pauvreté reste importante et que cette société autogérée a aussi ses contradictions. À Pékin, au contraire, on a un magnifique exemple de formes d'accumulation par la dépossession - les habitants ont bien conscience qu'ils vont se faire avoir - mais aussi des destructions créatrices, puisque sans la voir vraiment, on arrive à apercevoir cette nouvelle ville qui se fait, toute en synthèse, en affiches, et l'autre ville est détruite. D'ailleurs, la manière de filmer n'est pas sans rappeler, avec la lenteur en plus, le chaos du Berlin de Rossellini. En tout cas, dans *Dans les décombres*, à la fin du film, on pleure et les têtes sont baissées et il y a même cette citation terrible « le peuple est impuissant ». Donc, les résistances par l'habiter et par les pratiques ordinaires des habitants ne peuvent rien à mon sens aux bulldozers et à l'armée. Au mieux, elles peuvent ralentir un processus qui reste somme toute extrêmement rapide. Même s'il est nécessaire de les observer, d'interroger leurs effets et éventuellement leur portée politique, leur pouvoir, il ne faut pas non plus, en fonction des contextes, trop les idéaliser. Je dis cela car je suis géographe et il y a pas mal de travaux de géographes, notamment anglophones, qui à mon sens, ont une fâcheuse tendance à voir de la résistance partout jusqu'à oublier l'intensité quasi-structurelle des formes de domination et d'inégalité que doivent affronter ceux qui résistent. Cela implique de tenter d'être clair sur la manière dont on construit la notion de résistance, qui est une notion extrêmement chargée. Je l'ai manipulée cette notion, j'ai été amené à l'utiliser dans le cadre d'un travail



sur la gentrification des anciens quartiers populaires et surtout sur le rapport que les populations déjà là, issues de catégories populaires, entretenaient avec ce processus et les formes prises par ce processus.

Alors, juste un mot sur mon observation de départ, cette idée que, dans de nombreux anciens quartiers populaires, dont la gentrification que je rappelle très brièvement – en gros l'arrivée de classes moyennes aisées dans des quartiers anciennement populaires et qui s'associent également à une modification du parc de logement – parfois il y a ce sentiment que les choses ne changent pas tant que cela, que l'esprit du lieu ne change pas tant que cela, comme s'il y avait une sorte de continuité au-delà des transformations générées par les acteurs institutionnels, économiques et par les nouveaux arrivants, les gentrificateurs. L'hypothèse que j'ai faite et que j'ai explorée, c'est qu'il existerait dans ces contextes urbains-là des mécanismes de reproduction par les habitants déjà présents de logiques de peuplement, de modes d'appropriation de l'espace, de formes de sociabilité. Des mécanismes que l'on peut appréhender soit à l'échelle individuelle et que j'ai interprétés au départ comme des résistances, soit à l'échelle du lieu, et c'est ce que j'ai interprété en termes de continuité populaire ; donc ces continuités qui seraient l'expression, le produit de résistances individuelles ou collectives au quotidien, des résistances qui peuvent affecter à la fois l'espace résidentiel privé, mais aussi le marquage des espaces publics ou l'espace des représentations des quartiers étudiés, ce qui les rend plus ou moins visibles. Ces pratiques renvoient par exemple à la capacité des habitants à faire circuler de l'information sur les logements vacants au sein de leur réseau, pour essayer de contrôler tout un pan du marché du logement qui est un peu parallèle au marché officiel. Ces pratiques renvoient aussi à celles d'habitants qui ont dû déménager de manière plus ou moins contrainte du quartier, mais qui reviennent au quotidien, tous les jours dans ce quartier, pour fréquenter des commerces, voir des amis, leur famille ou il s'agit encore de la faculté d'occuper des espaces rénovés, de manière spécifique ou pour développer également un certain nombre d'activités illicites, détourner l'espace rénové. Toutes ces pratiques ne peuvent, à mon sens, se comprendre indépendamment du champ de contraintes extérieures dans lesquels ils s'inscrivent : économiques, sociales, morphologiques. Des contraintes structurelles qui vont jouer de manière différenciée sur le déploiement, la nature même de ces pratiques. Et bien évidemment, toutes ces pratiques contribuent à façonner une représentation et donc une réputation du quartier en question qui va pouvoir jouer sur certains projets politiques, éventuellement certains projets commerciaux et sur certaines stratégies résidentielles. Pour répondre à l'une des premières questions posées, oui de telles résistances peuvent être appréhendées comme « heureuses » dans le sens où les continuités qu'elles produisent peuvent vraiment durer dans le temps. En revanche, elles impliquent bien souvent des conditions de vie qui peuvent être très difficiles ou même le déploiement d'activités qui impliquent des relations sociales où la domination n'est pas absente et dans ce sens là, il me paraît compliqué de parler de résistances heureuses. Alors cela soulève la deuxième dimension de la question, sur la qualité politique de ces résistances ordinaires.

En fait, je voudrais poser une question, est-ce que ces pratiques ont un effet sur la redéfinition des conditions et des formes de relations sociales qui sont issues de la production capitaliste ? Et je voudrais simplement mobiliser les travaux d'une géographe, il y a beaucoup d'étudiants donc c'est à mon sens une référence intéressante, américaine qui s'appelle Cindy Katz qui a travaillé sur les résistances au quotidien des enfants du quartier de Harlem à New-York, mais aussi dans un village au Soudan, et Katz propose une catégorisation des formes de résistance des groupes opprimés, selon leur capacité à remettre en cause l'hégémonie capitaliste dans les formes de reproduction sociale. Elle distingue trois catégories : ce qu'elle appelle les actes de résilience, qui ne sont pas des actes de résistance en soi, dans le sens où ils ne remettent pas en cause les relations de pouvoir existantes, mais cette résilience passe par des actes qui permettent aux ménages de survivre matériellement et spirituellement, de consolider leurs ressources et d'avoir un peu de dignité. Deuxième catégorie qui me semble intéressante c'est celle de ce qu'elle appelle *reworking*, c'est-à-dire le remaniement, à savoir des actes qui, s'ils n'aboutissent pas forcément sur des actions qui remettent en cause le pouvoir hégémonique, impliquent une plus grande conscientisation des principes de domination, qui dictent le quotidien et les relations sociales et cette plus grande reconnaissance des conditions de cette problématique va influencer sur certaines pratiques et sur certains

usages. Enfin, elle parle d'actes de résistance au sens strict qui consistent à reprendre le contrôle sur les conditions et les temps de travail et sur ces usages dans la sphère de production et de la reproduction sociale. On est donc là dans l'opposition directe au pouvoir hégémonique et cela implique une opposition au système clairement conscientisé et je pense que ce sont des choses que l'on retrouve dans les deux films, surtout dans le film *Villa El Salvador*.

Cette catégorisation est intéressante notamment aussi parce qu'elle permet de discuter une question, qui est à mon avis liée à cette question politique, c'est la question de l'intentionnalité, et donc de la conscience de résister à quelque chose. Mes travaux portent sur la gentrification et ce qu'elle peut véhiculer en termes de relations de pouvoirs. C'est vrai que de manière générale, quand on utilise le terme résistance, on considère la question de son intentionnalité, donc de sa conscience. C'est une évidence, un présupposé. Il est intéressant de faire un petit détour par certains écrits de philosophie sur la résistance justement, Et ces travaux montrent au contraire que l'intentionnalité de résister à quelque chose ne va pas toujours de soi, car résister est un fait logique, c'est une loi de l'être immanente à un sujet. Pour ce qui m'intéresse ici, cette idée que de manière consciente un habitant peut ressentir directement une injustice associée à une perturbation, cela peut-être généré par la gentrification, et donc orienter volontairement des pratiques, rechercher l'affrontement, remettre en cause la norme, qu'elle soit celle de l'aménageur ou qu'elle soit sociale. Mais aussi de manière moins consciente, l'habitant peut continuer d'affirmer certains choix, certaines pratiques liées à des habitudes et, sans le savoir, cet habitant peut subvertir les normes produites. Dernier élément, cette problématique à l'échelle individuelle peut tout à fait se poser à l'échelle collective. Certaines résistances intentionnelles individuelles peuvent progressivement prendre corps au sein de collectifs revendicatifs plus ou moins formels, dont l'action sera elle aussi profondément intentionnelle. A contrario, et c'est à mon sens une déclinaison plus géographique du passage à un état collectif des pratiques individuelles, les effets de la multiplication, de la répétition de certaines pratiques, de certains usages, de certains comportements, semblables en un lieu, eux ne sont pas forcément calculés, rationalisés. Pour le dire autrement, les effets tangibles, par exemple de continuité populaire, sur certaines dynamiques comme celles de la gentrification ne sont au fond que rarement intentionnels. De mon point de vue, le critère d'intentionnalité ne semble pas être suffisant pour évoquer la dimension politique de ces pratiques ordinaires. Certaines pratiques sont politiques sans le savoir ou sans s'en réclamer explicitement. En revanche, certaines pratiques sont peut-être plus politiques que d'autres, en particulier quand elles s'articulent à un collectif organisé ou non. À mon sens, il importe de mettre la focale sur le passage de l'état individuel à l'état collectif de ces pratiques et c'est vrai qu'en apportant un regard sur les logiques d'appropriation, de marquages sociaux des lieux, le géographe peut me semble-t-il apporter une contribution utile et originale à tout cela.

**NB :** Merci. Et donc dans la continuité, si l'on s'intéresse un peu aux étapes que tu décris Matthieu en termes de continuité, mais j'imagine qu'elles engagent aussi des ruptures ou pour parler plus largement une dynamique. Une question pour Agnès, dans quelle mesure la mobilisation ou les mobilisations populaires, dès lors qu'elles induisent l'acquisition de compétences, de connaissances, la diffusion d'un savoir, d'un vocabulaire et les dispositifs technique, juridique et administratif parfois, peuvent être considérées comme des actes de résistances, des situations ou des formes de résistance ? Et je complète un peu la question, avec : comment s'opère un processus qui passerait de la résistance à une situation dans laquelle on est dominé, à des formes de revendications plus « actives », envers un logement, voire en direction d'un droit à habiter, à vivre, un droit à la ville et voir la mobilisation ou la définition en collectif d'un projet urbain dit ou voulu alternatif ? Est-ce que la mobilisation est possible seulement par la mise en place de compromis avec les autorités publiques ou sur quels savoirs et quelles compétences, quels arrangements formels et informels parfois, reposent ces mobilisations ?

**Agnès Deboulet :** Bonsoir. Je vais répondre dans le désordre et probablement aussi un peu à côté. D'abord, je vais commencer par vous remercier de votre invitation et dire aussi que j'ai eu beaucoup de plaisir à voir ces deux films. Alors le premier, je ne l'avais jamais vu, mais effectivement il est fortement évocateur d'un certain nombre de choses que l'on a pu dire sur les *hutongs* depuis plusieurs années, notamment avant les JO, là en



l'occurrence c'est en 2007, mais c'est un processus qui ne s'est pas arrêté. Je suis allé à Pékin, pour tout à fait autre chose, un colloque sur les questions de sociologie, mais il se trouve que j'ai vu, vraiment sans le chercher, dans des quartiers de *hutongs*, des démolitions de plusieurs dizaines d'hectares, en train de se faire ; c'est-à-dire le bulldozer, sans complexe, en train de démolir. Les photos par contre étaient tout à fait les bienvenues, on était juste un petit peu observé. Donc le processus n'est pas du tout achevé, les murs de parpaings, de très jolies briques grises continuent de donner l'illusion de constructions un peu plus anciennes qu'elles ne le sont et mettent en scène une espèce de paravent de ces démolitions. Donc le film soulève des questions tout à fait actuelles. Je crois que c'est intéressant d'en reparler, même si je ne suis pas compétente sur la question mais en tout cas, cela interroge au-delà du phénomène même de résistance ou du mot « résistance » passive ou active.

Pour ce qui est du second film, *Villa El Salvador*, fait par Marina Paugam et Jean-Michel Rodrigo, je le projette chaque année à mes étudiants, donc ce doit être la huitième fois, bientôt la dixième que je le vois et je suis toujours stupéfaite par la densité informationnelle, émotionnelle aussi qui se dégage de ce film. Effectivement, je pense qu'il traite d'une activité... bon *Villa El Salvador* a été aussi aidée par la coopération internationale parce que c'est un cas d'école, c'est complètement singulier ce qu'il s'est passé à *Villa El Salvador*, et cette singularité nous interpelle aussi sur des capacités de faire, sur l'auto-organisation en particulier, et une auto-organisation qui prolonge en fait des formes plus ancestrales d'auto-organisation. Il est plusieurs fois évoqué la façon qu'ont les paysans andins de cultiver, de mettre en commun leurs ressources, etc. C'est je crois le travail qui serait à faire, de comprendre comment se jouent ces prolongations, comment elles peuvent perdurer à travers un habitat qui est autoproduit. Alors ce qu'il fait le lien avec le premier film, même s'il y a plein de choses qui peuvent faire le lien mais comme je n'avais pas vu *Dans les décombres* avant de venir, je n'avais pas eu le temps d'y réfléchir, c'est justement ce qui se construit dans le temps entre les habitants et ce qui se défait aussi rapidement par une décision externe étatique, en l'occurrence pour la Chine les démolitions, et ce qui ne peut pas se refaire, c'est-à-dire la sociabilité, les réseaux de proximité, de solidarité, etc. qui est bien exprimé dans les tensions que disent les habitants les plus âgés, ces choses que l'on voit.

Je me permets de faire le parallèle pour le coup avec des recherches que je mène encore avec différents collègues sur la rénovation urbaine en France. Que ça soit à Ivry-sur-Seine, dans le quartier pauvre dit Ivry-confluences, on a exactement la même configuration ou que cela soit dans la rénovation urbaine de quartiers menée par l'ANRU dans plus de 400 quartiers en France. On retrouve très souvent les mêmes configurations, que même s'il ne s'agit pas de contester des compensations financières – puisqu'il s'agit parfois de cela aussi –. Par exemple, les personnes âgées : des étudiants de Master ont fait un très beau travail sur les personnes âgées dans le renouvellement urbain et dans la rénovation urbaine ; elles sont complètement traumatisées par le fait de devoir déménager, par le fait de devoir se défaire de liens de proximité et de solidarité à l'échelle de l'immeuble qui mettent des années à se construire. Ce sont des parallèles que l'on peut faire et qui me semblent aussi intéressants.

Après, pour revenir sur la question posée par Nicolas Bautès, je pense qu'il y a d'abord une espèce d'universel, de ces formes de rénovation urbaine qu'elles soient décidées par un programme national ou qu'elles soient locales. Ces rénovations urbaines génèrent, avant même de parler des résistances, des questions et déstabilisent un tissu local dont certains vont tirer avantage. Cette déstabilisation là, je pense qu'elle est assez universelle, c'est-à-dire qu'on retrouve systématiquement, qu'il s'agisse de faire des autoroutes ou qu'il s'agisse de faire de nouvelles routes, en tout cas toujours déplacer des habitants déjà là pour faire place nette, pour casser le ghetto comme on dit en France dans le cadre de l'ANRU, ou pour provoquer de la mixité sociale, ou pour créer de la plus-value immobilière. Bref, les effets sociaux sont quasiment toujours les mêmes, avec évidemment des intensités variables, suivant les pays et les régimes.

C'est-à-dire qu'il y a d'abord la désinformation, ça n'est pas très scientifique de le dire, mais à force de le constater on peut quand même le dire. Il y a de la désinformation systématique plus les enjeux sont importants et



notamment les enjeux financiers, et moins les gens sont informés, même dans des pays où l'on se targue de faire de la participation et de la concertation. C'est assez intéressant de voir comme partout, que ça soit les projets ANRU même les plus primés ou à Pékin, partout, les habitants sont incapables de dire ce qu'il va se passer dans deux semaines etc. Pourquoi tel immeuble est démoli ? On ne le sait pas nécessairement... et pourquoi il va t-être démoli ? Il y a une espèce de difficulté à faire passer de l'information qui n'est pas que technique, mais qui est en partie lié à l'inconscient du projet démolisseur.

Ensuite, il y a la question des indemnités. Il y a deux façons de compenser, c'est soit les indemnités, soit du relogement, parfois les deux, dans des cas où j'ai assisté où la situation peut être mixte, et là aussi on a des tensions très fortes qui s'exercent sur « Est-ce que je vais être relogé ? Est-ce que je pourrai être relogé ? À combien de kilomètres de chez moi ? Est-ce que je pourrai toujours aller au boulot ? » Et c'est aussi depuis les travaux de l'anthropologue Colette Pétonnet que l'on sait tout ça. Et ça n'a pas changé, c'est-à-dire que l'on sait que reloger des gens à vingt ou trente kilomètres, au-delà du quatrième périphérique dans le cas de Pékin, c'est toujours très problématique. On sait que c'est toujours la pire des solutions mais on continue à le faire. Bon dans le cas de l'ANRU, on le fait un petit peu moins puisqu'on relogé dans le cadre communal en général, quand on peut et on le fait je dirai de plus en plus, car les pressions immobilières dans les grandes villes sont de plus en plus importantes depuis une dizaine d'années. Deuxième aspect, indemnités ou compensations financières et là aussi, il y a toujours les mêmes questions que ça soit Ivry-sur-Seine ou que ça soit à Pékin, c'est la même question qui se pose, exemple « eh bien on a évalué mon bien à la valeur de 2001 ». À Ivry-sur-Seine, on est à 300-400 euros de moins que le prix du mètre carré habituel. Or la conséquence pour les gens est très simple : même sans vouloir spéculer sur son bien, tout simplement ils ne peuvent pas se reloger dans des conditions décentes, au même endroit. Ils sont obligés d'aller toujours plus loin pour pouvoir retrouver quelque chose d'un tant soit peu équivalent. Donc ça aussi c'est une constante, on pourrait continuer à énumérer ce qui est d'une étonnante convergence quels que soient les contextes et du coup, on peut dire que la rénovation urbaine dans toutes ces configurations, parce qu'elle témoigne d'une volonté absolument externe de déplacer des gens pour en mettre d'autres en fait, quelle que soit la raison finalement, va toujours finalement trébucher sur les mêmes effets sociaux, en tout cas sur le plan simplement descriptif.

Je vais évoquer un ouvrage qui est sorti en 2013, qui a été coordonnée par Françoise Navez-Bouchanine qui est une sociologue belgo-marocaine qui a travaillé en France et qui est décédée en 2008. Cet ouvrage s'appelle *Effets sociaux des politiques urbaines*, où l'on traite très précisément des différentes façons (c'est ce que vous évoquiez dans votre présentation) de diffracter cette décision venue d'en haut. Françoise Navez-Bouchanine parlait de « l'entre-deux des politiques publiques et des dynamiques sociales ». Il y a des politiques publiques, il y a des dynamiques sociales, notamment des résistances même s'il n'y a pas que cela, et entre les deux, il se passe plein de choses. Cet entre-deux n'est jamais étudié, alors que ce sont les arrangements, les négociations, c'est tout ce qui fait qu'une action est légitime ou pas, c'est-à-dire qu'elle est entendue ou qu'elle n'est pas entendue. C'est le fait d'arriver à influencer les pouvoirs publics, en amont même d'une éventuelle résistance et ça, ça se passe. C'est ce qu'on appelle aussi selon certains sociologues qui travaillent sur cette question et qui parlent de « mobilisations à bas bruit », etc. Alors on peut dire, pour finalement paraphraser un peu le slogan de la coordination citoyenne qui a été créée suite au rapport Bacqué-Mechmache en 2014 - c'est la coordination citoyenne des quartiers populaires en France, notamment autour des questions de rénovation urbaine mais pas seulement - leur sobriquet était « ça ne se fera pas sans nous, ça ne se fera plus sans nous » et aujourd'hui, cela s'appelle « pas sans nous ». Alors, c'est intéressant aussi de comprendre que ce « pas sans nous » est aussi là pour attester d'une difficulté à faire exister cet entre-deux.

Maintenant, pour revenir à la question des compétences, qu'est-ce que c'est que des compétences... ? Je n'ai pas préparé de topo aussi construit que celui de Matthieu Giroud, mais la première compétence, celle que l'on voit dans le film sur les *hutongs*, c'est quand à un homme qui exprime le désir de partir car il va gagner des compensations suffisantes, enfin il peut y gagner quelque chose, une femme dit « toi comme ton père, vous avez



toujours su parler, donc vous pouvez vous débrouiller ». Voilà, la première des compétences c'est celle de savoir parler, c'est celle de savoir se faire entendre en public, c'est celle de savoir être audible. Alors cela fait aussi écho au travail de Dominique Boullier qui nous dit dans un ouvrage récent intitulé *Les intermittences de la démocratie*, que toute la question de la participation et de la compétence, c'est celle de dépasser le fait d'être un inouï, c'est-à-dire celui qu'on ne peut pas entendre. Et dans les processus de communication, notamment autour de la concertation, la pseudo-concertation, il y a toujours énormément d'inouïs ; il y a très peu de gens que l'on peut entendre. Il y a également très peu de collectifs que l'on peut entendre. Donc la première des compétences, c'est celle de juger juste ou de faire en sorte que le jugement soit juste. Cela n'est pas d'une évidence folle, probablement pour des collectifs d'habitants a priori jugés non légitimes, parce qu'ils n'ont pas le savoir-expert, le savoir professionnel ou le savoir légitime, il y a tout un travail de formation, d'acculturation qui se fait et l'on observe à beaucoup d'endroits qu'il y a justement des relations qui se construisent. D'une part, il y a des gens qui vont se former, des collectifs qui font appel à des professionnels, qui font de plus en plus appel à l'université - parfois avec peu de succès je dois dire - peu d'échos chez nos collègues, qui font aussi appel à des étudiants qui viennent les épauler etc. Enfin voilà, il y a tout ce travail d'épaulage qui peut se construire pour pouvoir former une parole audible. C'est vrai en France, mais c'est vrai aussi dans beaucoup de pays émergents où il y a de plus en plus d'étudiants, de gens bien formés qui ont aussi envie de faire quelque chose d'utile à partir de leurs connaissances et qui ont envie de créer des ponts avec ces collectifs d'habitants. Et donc ça c'est ce qui nous arrive et qui est je dirais un des bons apports de la globalisation : depuis une dizaine d'années, certes on a de plus en plus de projets de démolition, de projets qui font place à une ville nette et internationale franchisée, mais vis-à-vis de cela, on a de plus en plus de collectifs mixtes qui émergent, qui sont un des nouveaux développements de ce que l'on appelait l'*advocacy planning* aux États-Unis ou même en Amérique latine dans les années 1980, qui a déperî ; maintenant, on n'appelle plus cela comme ça, mais en tout cas il y a quelque chose comme du *community planning* qui est en train de ressurgir un peu partout. Je pense en Égypte par exemple où il y a beaucoup de groupes qui font des sortes de *community planning* avec des habitants, mais je pense aussi à des pays comme Israël également, où il y a des formes de *community planning* avec les bédouins, entre Israéliens et Palestiniens sur la question des évictions à Jérusalem, on trouve cela en Inde depuis très longtemps. Les compétences, au-delà du fait qu'il s'agit uniquement de parler juste, s'exprimer juste, ça peut s'élaborer aussi de façon collective et se réfléchir en tissant des ponts entre plusieurs membres qui sont des membres académiques et non-académiques. Et je trouve que ça n'est pas inintéressant, car cela permet juste de donner une note positive et peut-être moins académique.

**AS :** Merci beaucoup Agnès. Je crois que vous avez tous les deux ouverts beaucoup de pistes et cela va nous faire réagir mais avant, je rebondirai peut-être sur l'un des derniers points, celui des compétences des populations, du fait de parler et des ponts à faire. Alors, tu disais avec les académiques mais peut-être y a-t-il des ponts avec les réalisateurs et ceux qui font les documentaires, et puisque nous avons dit depuis tout à l'heure que Jean-Michel, tu étais engagé et tu faisais des documentaires engagés, est-ce que d'une certaine manière, ce documentaire, c'est donner la voix à ceux qui l'ont moins ? Plus profondément, puisque tu connais bien ce terrain péruvien, et nous en avons justement parlé, après cet épisode des années 1990 de Fujimori et du Sentier lumineux, qu'est devenue cette utopie urbaine où il y a eu une période de dépolitisation ? On parle à un moment d'individualisme. Alors, voilà *quid* de cette utopie urbaine une fois qu'elle passe d'une certaine manière dans les faits ? Puis peut-être, là aussi parce que nous en avons parlé, le rôle de certains acteurs particuliers et notamment celui des femmes qui est très présent et de certains leaders qui ont eu un rôle très fort que vous montrez fortement avec Marina dans ce documentaire ?

**Jean-Michel Rodrigo :** Merci. (À Agnès) D'abord, je ne savais pas que tu connaissais à ce point Ivry et Ivry-confluences, je n'avais jamais fait attention et je ne vais pas me plaindre puisque tu as vu dix fois le film, et je suis moi-même d'Ivry et je fais le lien parce qu'il n'y a pas complètement de hasard. C'est que quand j'ai débarqué au Pérou, une des premières fois dans les années 1980, j'ai été attiré par cette histoire là





fondamentalement parce qu'elle était urbaine et parce que, très certainement, je vous fais une analyse très précise de la question, je crois que ça avait à voir avec ce que j'avais connu quand j'étais même à Ivry, avec un certain patriotisme de la banlieue rouge et de la banlieue sociale et du bahut génial dans lequel on a grandi, où on a évolué, où l'on a appris plein de choses et qui fait un véritable ciment au niveau d'une ville, avec un patrimoine culturel, social, politique, etc. Là-bas, Villa El Salvador représentait quelque chose qui a vraiment beaucoup à voir avec d'énormes différences. La différence je crois la plus fondamentale est celle, d'ailleurs qui est très peu développée dans ce film, parce que malheureusement un documentaire n'a que cinquante-deux minutes donc il y a plein de zones de non-dits, c'est évoqué mais ça ne l'est pas assez... et si je devais refaire ce film là ou si j'avais l'occasion de faire une version plus longue de ce film, j'évoquerais beaucoup plus la partie que tu as évoquée qui est l'influence gigantesque de la culture andine, du monde andin. Et c'est cela qui en fait à mon sens une histoire complètement fascinante parce que d'une certaine manière, au point de départ, cette histoire là est une grande illusion. C'est-à-dire qu'il y a mille gus... j'ai pas eu le temps de le développer dans le film mais, il y a mille personnes qui envahissent un terrain. Ne rentrons pas dans les détails, il y a un colloque international, une réunion de la Banque mondiale, etc, le gouvernement militaire de l'époque dit de gauche ne veut pas que Lima soit à feu et à sang. Pour faire céder les gars, ils leur filent un terrain perdu au milieu du désert, il n'y a rien, même pas de flotte et ils vont même leur proposer le transport pour aller d'un endroit à un autre. Ils vont les faire monter dans leurs camions et ils vont accompagner les *mamitas* pour qu'elles ne tombent pas dans le sable. Tout ça est très gentil, tout ça participe d'une grande illusion mais personne n'imaginait une fraction de seconde que cette bande d'illettrés venus en grande majorité des Andes, qui ne sont que des Indiens sales, dont le Pérou post colonial et encore colonial n'a que le plus profond mépris, ils n'imaginent pas une seule seconde que ces gens là vont être capables de construire la seule ville, d'une certaine manière, moderne du Pérou avec la capacité d'affronter, y compris les enjeux environnementaux qui font qu'aujourd'hui, quarante années plus tard, Villa El Salvador reste la seule zone de Lima qui ne déverse pas ses eaux usées dans le Pacifique.

Pour donner un exemple de la projection à l'époque, personne n' imagine cela et d'une certaine manière c'est ce qui fera la force de Villa El Salvador, c'est que le gouvernement après par démagogie, parce qu'ils se sont intéressés à eux depuis, ils se disent « tiens, un mois, deux mois... au bout de deux mois, y'a des écoles, qu'est-ce que c'est que cette histoire ? ». Alors, on va surveiller quand même, on va envoyer des copains et on va leur dire qu'on leur met des urbanistes et des architectes. Mais tout d'un coup, la vraie vie prend le dessus. Tout d'un coup, y'a un des architectes, fils à papa, qui ne fait pas le travail comme il faut, mais y'en a un qui se passionne pour cette histoire là. Et puis il a lu des trucs sur la Yougoslavie, sur Tito et sur l'autogestion alors il met son grain de sel, et puis un autre, il a lu sur Israël et les kibboutz alors il met son grain de sel. Et puis c'est un peu l'époque de l'histoire et du monde et de l'Amérique latine. On donne la parole, de manière un peu démagogique aux paysans du coin en leur disant, c'est là que vous allez vivre alors on a vu quelque part que c'était bien, de donner la parole aux habitants des futurs quartiers etc. Sauf que les gars prennent la parole et là tout d'un coup, ils imposent la culture andine, qui est que l'on va faire des *salamalecs* pendant des jours et des jours, pour obtenir ce truc absurde à nos yeux à nous qui est l'unanimité. Et en même temps, l'unanimité au bout de quatre/cinq jours de *salamalecs* fait qu'on a décidé que cette ville c'était X quartiers de X maisons, de manière un peu monotone, mais c'est comme cela qu'on allait construire. Et puis que les routes, il fallait les construire comme-ci et puis il fallait que ça soit terminé, le tout, dans trois mois. Et là il n'y a plus de discussions, il y a eu unanimité donc on ne revient pas en arrière.

Et tout à coup, il y a un rouleau compresseur qui se met en marche, celui de l'organisation du travail collectif, de la terre et de la construction, qui domine dans les Andes. Et ce truc là, les gens qui construisent cette ville, ils n'appellent pas cela résistance, ils appellent cela vie et survie. Mais la vie et la survie du monde andin dans le petit village des Andes comme à Villa El Salvador, c'est un acte hautement de résistance puisqu'on est dans un pays qui depuis cinq siècles a voulu les exterminer, jusqu'au dernier, pour leur voler la terre, comme partout sur



le continent. Donc l'occupation d'une terre, aussi vivable soit-elle, comme ce bout de désert où il n'y a rien, c'est une bataille sociale et politique gigantesque, qui va se transformer bien évidemment en bataille urbaine.

Dès le départ, il y a un énorme enjeu politique est qui va être très déterminant, notamment dans les dix premières années de Villa El Salvador, qui va être celui de se poser la question du foncier. Ils se disent « nous ici, on va planifier sur ce bout de terrain que l'on nous a donné, on est désormais cent mille, on n'est plus mille comme les premiers jours, on va planifier le fait que d'ailleurs chacun ait le droit de venir d'installer et de partir, mais à la seule condition c'est que cela soit quartier par quartier, nous qui décidions de qui remplace qui et à quel prix, il n'y aura pas de spéculation ici ». C'est un élément déterminant de comment la ville va se développer parce que jusqu'à une certaine époque, elle est totalement protégée de la spéculation, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui ; puisqu'à partir du moment où elle est rentrée à un moment donné dans la formalité des choses, c'est-à-dire quand l'ensemble de la société péruvienne et l'État péruvien a reconnu et s'est dit « Oh là là, ça n'est pas seulement une bande de bandits, de voyous, d'apaches et de petits voleurs de poules, mais c'est des gens qui ont construit une ville, on le reconnaît, ils vont avoir droit à une municipalité », une des premières choses qui sera remise en cause, c'est justement cette histoire du foncier et le fait que chacun ait le droit d'acheter et de vendre comme bon lui semble. Pendant longtemps il y aura des résistances, c'est-à-dire qu'officiellement les gens accepteront de dire « ouais, ouais, on va respecter la règle du jeu national, mais je te faisais tellement comprendre que tu n'avais pas intérêt à venir dans mon quartier, si nous on n'avait pas décidé que tu venais dans le quartier, que tu ne venais pas t'installer dans le quartier », donc la règle continuait.

Maintenant, les choses ont changé, Auchan et les grandes surfaces françaises, espagnoles et chiliennes ont besoin de tellement d'espace pour stocker les denrées des grandes surfaces de Lima, que Villa El Salvador est le dernier lieu où il y a de l'espace et où il y a une bagarre effroyable pour le foncier. Voilà, ça ce sont quelques mots pour dire que dès le départ, il y avait des enjeux énormes, y compris politiques, d'organisation autour de la terre, la propriété de la terre et comment on la travaille. Et que ça soit en ville ou que ça soit dans les Andes, finalement, le schéma était très proche.

Pour en revenir à la question que tu posais que, effectivement, cette utopie qui a quand même pris une dimension gigantesque pendant on va dire une vingtaine d'années, elle s'est bien évidemment retrouvée coincée entre le marteau et l'enclume dans les années de la grande violence au Pérou, dans le sens où elle était un lieu d'un enjeu majeur. D'un côté l'armée, la police, les gouvernements officiels plutôt libéraux et plutôt de droite et puis la guérilla dite du Sentier lumineux, qui voyait en l'existence de Villa El Salvador (ce qu'on voit dans le film) une sorte de concurrence déloyale, en disant « non, non, non, si vous donnez à bouffer aux gens, les gens ne vont pas avoir faim. S'ils n'ont pas faim, ils ne vont pas vouloir faire la révolution et nous on fait quoi ? C'est notre fond de commerce, etc. » Bon je vais vite, je fais des raccourcis volontaires sinon on en aurait pour toute la nuit. Donc à un moment donné, Villa El Salvador s'est vraiment retrouvée comme un enjeu majeur avec un chiffre que j'ai toujours regretté de ne pas avoir cité dans le film, c'est qu'il y a quand même eu mille... mille dirigeants de quartiers, syndicaux, politiques, instituteurs qui ont été assassinés, qui ont été contraints de partir, de fuir ou qui ont disparu. C'est-à-dire qu'à un moment dans une ville qui faisait à l'époque trois cent mille habitants, il y a mille personnes qui sont des dirigeants qui disparaissent du jour au lendemain, sous la pression beaucoup plus encore du Sentier lumineux que de l'armée. Et cela a effectivement été un tournant gigantesque. En même temps, si l'on regarde l'impact de tout cela à la fois sur Villa El Salvador, on peut dire, en prenant cela de manière « pessimiste », que Villa a pris une grande claque et a fait, par plein d'aspects, machine arrière. C'est vrai, c'est momentanément vrai dans l'histoire de Villa El Salvador, mais ce que je crois qui est encore plus important, qui se voit moins, qui doit se dire plus et qui doit se montrer plus, c'est que d'un, le Sentier lumineux et la direction du Sentier lumineux n'est tombée qu'à partir du moment où ils ont tué Maria Elena Moyano. Parce que ça a été la bascule dans ce pays quand cette femme qui est dans le film a été assassinée. Ça a été la goutte d'eau, ça a été la victime de trop, le mort de trop. Les gens se sont mis à dire « non, ce ne sont pas nos frères ennemis, on n'est pas d'accord avec eux mais on ne dit rien » et se sont mis à dire « ouais c'est lui, ce sont des assassins et ils les



ont dénoncés ». A partir du moment où ils les ont dénoncés, le Sentier lumineux a disparu en six mois. Maria Elena a été tuée le 15 février et les dirigeants ainsi que toute la direction de la guérilla étaient arrêtés le 11 septembre, donc en six-sept mois. C'est donc un élément important.

Mais l'autre élément important aussi, je crois, qui émerge de cette époque là, c'est que bien évidemment, cela a été un profond bouleversement sociologique et politique, au niveau du Pérou dans son ensemble. La sœur de cette femme-là, peu importe la couleur politique actuelle, a été vice-présidente du Sénat dans un pays où il était impensable que quelqu'un de métis il y a trente ans, ait une quelconque responsabilité de quoi que ce soit. Que des dizaines et des dizaines de jeunes de Villa El Salvador sont devenus des professionnels, reconnus dans le pays, mais reconnus aussi pour les uns dans des théâtres à New-York, les autres dans des universités à Montréal ou Toronto, les autres à Paris, en Espagne, à Barcelone, à Madrid, etc. C'est-à-dire qu'il y a eu une richesse, une ouverture sociale de ce lieu et un lien avec le reste de la planète. Et à ce titre, je voudrais juste terminer là-dessus, c'est que je pense qu'il y a une spécificité de Villa El Salvador sur ce coup de bol au départ, la grande illusion à laquelle personne ne croyait, donc ils ont laissé faire. Ça a pu aller plus loin parce qu'il y a eu une planification. Mais en même temps, c'est aussi l'expression de ce qui s'est passé dans bien d'autres quartiers populaires de Lima et La Paz en Bolivie, c'est-à-dire qu'il y a eu un mouvement social très fort dans ces grandes villes andines dans les temps très forts de l'exode rural des années 1970-1990. El Alto en Bolivie, c'est une histoire absolument fascinante aussi, différente et c'est une ville d'un million d'habitants. Voilà, je n'ai pas parlé des femmes, mais le film est centré aussi sur les femmes. Ça a été une révolution du point de vue de la relation et de la conception des femmes, y compris dans la propre gauche, et dans le mouvement syndical paysan ouvrier, qu'il y ait une jeune demoiselle jolie, qui parle bien en public et qui est une dirigeante nationale, qui soit la principale dirigeante nationale de l'époque ; c'est d'ailleurs pour cela qu'elle a été assassinée. C'était inconcevable.

**AS :** Merci. Donc la parole est à vous maintenant, après tout ce qui vient d'être dit, après les films.

**Intervention du public :** Bonsoir, je voudrais poser une question sur le film que j'ai trouvé impressionnant. En fait, je suis d'accord avec vous qu'il dure un peu plus longtemps pour comprendre plus profondément les questions. Il y a une chose qui n'est pas claire pour moi, c'est la relation avec l'État en fait. À chaque moment, par exemple quand l'on voit le maire, ce moment où il arrive et il n'y a pas d'eau et donc la population demande juste l'assistance technique mais il leur dit « ne vous inquiétez pas, nous on fait ». Donc je me pose la question par rapport à ce que vous dites par rapport à la résistance. Du coup, je ne sais pas s'il s'agit d'une forme de résistance. Quelque part ça arrange le pouvoir que les personnes fassent tout par elles-mêmes et qu'elles n'exigent pas que cela soit fait par les pouvoirs publics. Bref, c'est une question sur ces aspects là que je me posais et aussi dire que cela m'a fait penser à une autre ville qui a été créée comme cela au Brésil, c'est Longia, dans la banlieue de Brasilia et qui a été créée par une campagne qui avait un nom plus explicite peut-être que Villa El Salvador, qui était la campagne d'éradication. Comme Brasilia était prête, il fallait éradiquer les populations les plus pauvres qui n'allaient pas avec cette idée de la ville moderne, sauf que celle-ci n'a pas eu le même destin de ville utopique que Villa El Salvador. Du coup, je me dis que c'est deux cas qui mériteraient d'être mis en relation.

**Jean-Michel Rodrigo :** Ben voilà, si vous m'aidez à trouver, je n'ai pas besoin de beaucoup un petit financement de dix à douze mille euros, je fais la version quatre-vingt-dix minutes, et je peux rajouter d'autres éléments, parce que ça, ce n'est pas la seule, mais c'est une des questions de fond. Je dis toujours, dans des débats qui durent un peu, ce qu'il aurait été bien de pouvoir développer c'est de dire que Villa El Salvador, en dehors du coup de chance dont j'ai parlé tout à l'heure, même si chance est un très mauvais mot, disons la conjoncture favorable et les hasards, il y a un autre élément qui est important dans son histoire au démarrage. C'est que finalement cette histoire-là, elle est née de la rencontre de trois courants de pensée, relativement différents, et qui vont se rencontrer alors que ça n'était pas donné qu'ils se rencontrent. Il n'y a pas d'ordre. Si l'on pouvait dire, il y a un



ordre de chiffres, on dirait qu'il y a le monde andin dont je viens de parler, mais qui est un monde extrêmement organisé. Ca n'est pas seulement de dire « ah ce sont des gentils paysans avec leur bonnet comme ci comme ça, qui font dans la pomme de terre gentiment et qui respectent la biodiversité, et patin couffin qui font de la quinoa qu'on aime beaucoup maintenant », ça n'est pas ça.

C'est une organisation profondément ancrée dans l'histoire, dans la pensée avec une vision du monde, et une vision de l'organisation du monde qui est puissante, qui a été en tout cas suffisamment puissante pour résister pendant des siècles et des siècles à la domination espagnole, d'une violence inouïe. Ca c'est le premier courant, ils arrivent là parce qu'en plus il y a eu un tremblement de terre, ils ne savent pas où aller et personne ne veut d'eux dans la société péruvienne ainsi que dans la capitale Lima en ces semaines là. Premier courant de pensée : relation à la terre, organisation, se serrer les coudes. Deuxième courant de pensée ce sont les curés, dits de gauche, la théologie de la libération et ils ont un point commun, c'est un mot qui est « communauté ». Eux parlent de cela, « la communauté andine » ; dans la communauté on met la pierre, l'humain, la fourmi, le ciel, l'étoile, les machins et tout ça et les autres parlent de communauté chrétienne etc. C'est à la fois très différent et dans la théorie des ensembles en mathématiques, y'a des machins communs, y'a des lieux qui font qu'ils vont comprendre. Il y avait plein de mots de langage où ils vont se retrouver. De là à dire que les gars sont devenus et qu'ils sont profondément chrétiens, non, c'est plus complexe que cela. Il y a une jolie phrase au Pérou qui dit « on gratte le vernis de la croix de Jésus et on retrouve le bois indien », c'est-à-dire qu'il y a un syncrétisme religieux où il faut toujours gratter derrière le Christ, la Vierge, etc. pour retrouver des croyances anciennes, différentes en tout cas, et qui sont extrêmement vivaces et vivantes aujourd'hui. Troisième courant, le courant syndicaliste des ouvriers souvent qui venaient du port ou qui venaient des trains du centre-ville qui vivaient dans des quartiers en voie de taudification ou déjà taudifiés. Eux qui ont une autre culture, qui ont une culture du combat syndical, politique, avec des influences là pour le coup assez précisés, il y a un petit peu de libertaires, d'anarchistes et un petit peu, pour deux/trois vieux messieurs aujourd'hui, des gens comme Besancenot. Voilà, même courant de pensée que Besancenot, trotskystes à la Besancenot et des gens qui sont très vieux, qui sont toujours à Villa El Salvador, qui ont eu beaucoup d'influence dans l'histoire de départ. Il y a un mélange, tout ces gens là auraient pu se détester et auraient pu s'asseoir autour d'une table en se disant « vous êtes un débile », puis bon ça a été complètement le contraire. Il y a eu un métissage des regards et des pensées qui a permis que les choses les plus intelligentes de chacune des familles fassent avancer le schmilblick, je crois que cela a été un élément déterminant.

Alors, pour répondre directement à la question, dès le début a été surement posée la question de la relation avec l'État, parce qu'y compris les paysans qui arrivaient en ville à cette époque-là, ils venaient des campagnes genre Cuzco, Puno, les grandes villes du sud du Pérou et depuis plusieurs années, il y avait la tradition d'occupation des terres, c'est-à-dire que les gars allaient occuper les grandes *haciendas*, les grandes propriétés terriennes en disant « ça c'est la terre de nos ancêtres, nous la récupérons, nous la cultivons, et vous, dehors ». Donc ça n'était pas un truc de résignation, d'aller dans son coin faire son petit maïs et laisser les autres vivre bien tranquillement des cultures agricoles d'exportation. Il y avait une grosse bagarre, y compris dans le monde rural qu'ils ont eux-mêmes transplantés en ville en occupant les terrains en disant « ça c'est à nous, on n'achète pas, c'est à nous ». Et donc, dès le début, il y a toujours eu cette histoire de dire : nous revendiquons de l'État qu'il assume sa fonction par rapport au citoyen que nous sommes. Déjà nous exigeons qu'il reconnaisse que nous sommes des citoyens parce que ça n'est pas si évident que cela. Nous exigeons qu'il dise « nous sommes des citoyens, nous avons droit à un toit ». D'ailleurs, tous mettaient de grands drapeaux péruviens au devant des baraques au moment des grandes invasions pour dire « nous sommes des citoyens au même titre que vous » et en même temps : « on va pas attendre un siècle avant d'avoir l'eau, on ne va pas attendre quarante-trois ans de revendications pour avoir un début d'école, on va se battre pour avoir des enseignants, on va se battre pour que l'État construise des écoles, mais nous on va déjà en construire parce que nos mômes grandissent et c'est aujourd'hui qu'ils ont besoin des écoles ». Donc ils ont effectivement joué en permanence dans le court terme/le



long terme. Je crois que c'est expliqué dans le film mais je ne me souviens plus, mais ils n'avaient pas assez de salaire pour les enseignants alors ils se sont dit « voilà on a cinq salaire, on est dix-sept, je ne sais plus exactement. Momentanément, on va partager ça et on va faire avancer le schmilblick. Mais si demain on peut obtenir les dix-sept, on va obtenir les dix-sept. Et si on estime qu'il y a besoin de trente profs, on va se battre pour trente profs ». A un moment donné, je ne pouvais pas développer là-dessus.

L'eau a été quelque chose d'absolument vital et ils ont eu des problèmes majeurs d'eau au bout de trois ans d'existence. La ville entière s'est vidée, ils ont été tous au grand complet devant le palais présidentiel et tous les quartiers populaires de Lima les soutenaient sur leur trajet, en leur jetant de l'eau, en leur donnant à manger, etc. et cela a été une mobilisation gigantesque de la ville qui a été à deux doigts de faire tomber le gouvernement juste sur la flotte militaire, juste sur la flotte pour Villa El Salvador. Donc ça n'a jamais été la culture « vous pouvez pointer du doigt les trucs, les pauvres se démerdent entre eux et au moins l'État peut dormir tranquille », ça n'a jamais été cela et ils ont toujours été considérés, jusqu'à leur reconnaissance officielle. Le tournant d'ailleurs, c'est l'histoire du Pape, mais jusque là c'était considéré comme de dangereux rouges, fouteurs de désordre dans ce pays. Et y compris leur démarche vis-à-vis du Pape, elle est celle-là d'ailleurs. C'est-à-dire « toi, tu viens ici, tu veux faire le mariolle, tu veux nous donner une leçon mais on va retourner la situation à son contraire. Mais on mène une bataille, on n'est pas en train de t'écouter en faisant les bénis oui-oui. » Et désolé, il faut que je fasse plus court quand je parle.

**AS :** Oui parce qu'on a une vingtaine de minutes donc si l'on veut effectivement que plusieurs posent des questions.

**Intervention du public :** Oui la question que je me posais, c'est comment peut-on passer d'une expérience pionnière comme Villa El Salvador à un changement politique ? C'est-à-dire qu'on vient bien par exemple au Brésil avec le PT (parti des travailleurs), qu'il y a à peu près les mêmes sources : les sans-terres, le syndicalisme, la théologie de la libération, les trois éléments constitutifs donc et le PT est arrivé au pouvoir. Est-ce que, d'une certaine manière, arrivant au pouvoir, les représentants de ces expériences de résistance sont en mesure de les faire répliquer ? Est-ce que ça peut devenir un projet de société en soi ? Un projet politique ?

**Jean-Michel Rodrigo :** Je peux promettre de dire cela en quatre mots, bon cinq. La réponse est très facile parce que je ne pourrais jamais te le démontrer. C'est que la différence entre le Brésil et le Pérou, c'est qu'il y a eu le Sentier Lumineux, et qu'il y a eu quasiment la mort de toutes les organisations syndicales et de gauche péruviennes et qu'il n'y a plus de gauche au Pérou. Si Maria Elena Moyano n'était pas morte, alors c'est là où ma réponse est très facile, je pense qu'elle avait des chances d'être élue au Pérou avant que n'ait été élu Lula au Brésil. Et je pense que dans l'histoire d'émergence de personnages comme cela en Amérique latine, comme Lula, comme elle, comme Evo, elle était la première dans la liste, mais elle s'est faite assassinée.

**JR :** C'est pour cela qu'elle a été assassinée même !

**Intervention du public :** Comment ils ont... ce qui semble dingue en fait, c'est qu'ils arrivent à survivre là, on le voit dans le film, ils arrivent à aller chercher de la nourriture ou autre. Mais ils essayent aussi de faire de l'agriculture et ils n'ont pas beaucoup d'eau. En fait, je n'arrive toujours pas à comprendre comment ils arrivent à se débrouiller comme cela, parce qu'apparemment ils n'ont même pas assez d'eau. Donc est-ce que vous pouvez me dire comment cela se passe ?

**Jean-Michel Rodrigo :** Pour faire très court en quelques mots, tu fais alliance avec la demoiselle derrière toi, vous trouvez dix mille euros et on termine le film complètement quoi. Juste pour donner un élément qui est dit dans le film mais on ne l'entend pas. Parce que c'est ça aussi le problème d'un film, c'est qu'à un moment donné, on en perd son latin. On ne sait plus comment trop souligner, ne pas assez souligner, etc et les gens se disent « ah ouais comment ils ont construit ces routes, ces machins ? ». La réponse, elle y est, Michel Escota le dit,



chacun a mis la main à la poche et c'est les gens qui ont payé. Ils ont payé, ils ont fait les cotisations et quand ils n'ont pas mis la main à la poche financièrement, quand c'était des familles qui ne pouvaient pas payer, elles mettaient X dizaines voire centaines d'heures de travail par famille. Donc pour aller chercher l'eau, cela a été la même chose, ils ont été la chercher puis ils l'ont ramené. Il y a eu des aides mais même les aides des ONG, petite parenthèse, c'est à la fois très important parce que ça leur a donné l'énergie, ça a renforcé un certain fait qu'à un moment donné, ils ne se battaient pas pour rien, mais par rapport à l'ampleur des enjeux, c'est assez petit. C'est ce que les étrangers, la coopération internationale a fait pour eux. Ça a été beaucoup plus fort psychologiquement pour tenir la route que concrètement.

**AS :** C'est là où ils utilisent justement tous les circuits possibles, tous les réseaux possibles. On parlait des Andes, il y en a qui gardent des connexions avec les Andes. Après il y a des réseaux de solidarité qui se créent localement mais il y a une forme de collectif qui se crée au fur et à mesure.

**Intervention du public :** L'eau, ils vont toujours la chercher en fait ? Elle n'est jamais là, il faut toujours aller la chercher.

**AS :** On creuse. Il y a des puits.

**Jean-Michel Rodrigo :** Et puis il y a des canalisations maintenant, il y a des systèmes.

**AS :** On va chercher des camions citernes aussi, ils font des réserves, il y a des camions citernes qui vont venir. Des fois, c'est le district qui va fournir de l'eau, des fois ce sont effectivement des ONG qui vont travailler dans d'autres quartiers qui ont fonctionné depuis. Villa El Salvador a servi un peu de modèles pour d'autres quartiers auto-construits de Lima. Donc voilà, il y a des ONG alternatives. Et c'est effectivement la mobilisation de toutes ces ressources, parfois avec des connaissances interpersonnelles et en même temps, avec de l'action collective.

**Intervention du public :** C'était à la fois une remarque et une question sur le premier film. J'ai été assez frappé de remarquer chez les habitants, une cohabitation entre deux logiques par rapport à l'État, une grande méfiance, mais en même temps lors du discours au téléphone de cet homme qui s'adressait au parti, une espèce d'attente du rôle, un effet d'attente et une volonté de croire en le rôle de l'État et en sa légitimité. Est-ce que vous pensez que du point de vue de la résistance urbaine, est-ce que cela mine cette dernière ou est-ce une nouvelle forme, la base de la construction d'un discours politique ? Est-ce que ces logiques sont communes qui minent la résistance urbaine ou qui forment la résistance d'une certaine manière ?

**Matthieu Giroud :** Je vais avoir du mal à répondre à la question. C'est vrai que ce passage là est troublant, parce que là pour le coup on voit vraiment la soumission. S'il y a une loi, ok on plie, on dit rien, c'est comme cela, le parti a décidé. Il y a ça d'un côté et d'un autre côté quelque chose aussi qui m'a vraiment impressionné dans le contexte que l'on connaît, qui est le contexte chinois où la liberté d'expression n'est quand même pas une liberté facile à obtenir et à garder. J'ai été frappé par la liberté générale d'expression et de ton, des femmes aussi encore une fois. Il n'y a qu'un seul passage qui est flouté, qui implique un journaliste. C'est plus une remarque pour rebondir, mais voilà effectivement c'est un passage troublant. Il y a à la fois une forte énergie qui ressort de ce film et un sentiment de soumission, c'est ça qui est même triste à la fin.

**Agnès Deboulet :** Je ne sais pas si l'on peut répondre de façon globale à votre question, parce qu'en fait ça supposerait que localement on entre dans les ressorts de l'action, c'est-à-dire que l'on fasse appel à ce que l'on nomme couramment une enquête. Et ça n'est pas parce qu'un type appelle au téléphone le parti et dit : « voilà, moi en gros je suis d'accord avec ce que vous voulez faire sauf si vous venez démolir ma baraque en douce ». On a des exemples d'associations, je pense en France par exemple, qui se mobilisent contre la rénovation de tel ou tel truc ou la gentrification et qui ont décidé de dire « oui » à la rénovation, « non » à la non-concertation. Et quand on discute avec eux, on se rend compte que parfois c'est juste stratégique le fait de dire « oui » à la



rénovation, parce qu'ils savent qu'ils ne pourront pas, ils ont peur de ne pas obtenir ce renoncement complet à la rénovation. C'est juste stratégique. Est-ce que ça n'est pas aussi du coup ? Je pense que l'on n'a pas la réponse. D'autant que l'on a un regard extérieur, ne connaissant pas forcément la société chinoise, mais même en général par rapport à votre question, je pense que vraiment il n'y a pas de réponses.

**Intervention du public (même homme) :** Ca c'est peut-être bien senti que ça avait plus vocation à être une remarque plutôt qu'une question.

**Agnès Deboulet :** Et j'avais juste quelque chose à dire par rapport au film de Jean-Michel Rodrigo, là on est davantage sur des objets différents, mais il y a quelque chose qui est commun en France et qui est souvent oublié, c'est le phénomène Castor, à la sortie de la Seconde guerre mondiale, qui a été un phénomène absolument incroyable, où il y a eu aussi de l'auto-organisation venant des centrales ouvrières et syndicales. Les gens se répartissaient. On construisait à partir de trucs qui s'appelaient la valeur travail, qui coïncidait avec un compte très précis du nombre d'heures et donc de droits équivalents à ce nombre d'heures et on tirait au sort les maisons. C'est-à-dire que l'idée était que l'on construisait tous les maisons d'autrui et on les tirait au sort à la fin. On a travaillé avec des étudiants à Rosay, qui a justement co-financé le film *Villa El Salvador*, ça n'est pas un hasard non plus, il y a un lotissement Castor et où les gens qui ont fondé ce lotissement dans les années 1950, il n'y a eu que trois déménagements en quarante ans. Alors évidemment, ils avaient l'eau, mais ce qui est très commun, c'est cette histoire ouvrière d'auto-organisation, que l'on retrouve aussi beaucoup en France.

**SJ :** J'aurais peut-être une question moi aussi, qui rejoint la forme que tu évoquais Matthieu sur la question de la continuité et puis sur la façon dont le film *Villa El Salvador* lui-même est monté, qui sont ces aller et retours entre présent et la façon dont les différents acteurs racontent eux-mêmes l'épopée, les premiers temps, etc. Je me suis demandé si c'était un ressort nécessaire. Puis on voit que *Villa El Salvador* a produit une institution de la communication qui met en scène ce passé. C'est une forme, je ne dirai pas de nostalgie, mais en tout cas de mise en scène de ce passé qui semble opérer comme une forme de légitimation à chaque fois d'une action à recommencer et l'on voit à la fin que cela finit sur les enfants aussi, qui jouent le rôle de cet apprentissage. Donc je me demandais si dans le montage, c'est vous qui l'avez perçu de cette façon là à travers les entretiens avec ces différents acteurs qui avaient choisi cette forme, ou si chacun, spontanément, vous a montré des photos anciennes. Est-ce que c'est vous qui avez suscité cette forme d'aller-retour entre passé et présent ou est-ce que cela émanait aussi d'une façon de se raconter et de raconter l'histoire ? Donc je me disais que cela faisait sans doute une esthétique de continuité ou est-ce que dans l'histoire que toi-même tu as pu décrire entre eux, est-ce qu'on met en scène cette façon là aussi de prôner la résistance, un ancrage au territoire ?

**Matthieu Giroud :** Je vais reprendre très rapidement mais je préfère laisser la parole au réalisateur du film. Simplement pour dire que dans mon travail j'ai été amené à interroger des personnes qui sont effectivement des personnes issues pour la plupart de familles ouvrières, résidant dans un ancien quartier ouvrier et industriel en pleine transformation. Pour elles, la question de l'image et de la représentation du quartier est un véritable enjeu. La continuité ça n'est pas simplement en termes de pratique, c'est aussi en termes d'images. Il peut y avoir un combat dans l'image que l'on veut garder, promouvoir, transmettre. D'un côté, on a des acteurs publics qui vont insister sur des questions comme celles de la mixité sociale. D'un autre côté, celui des habitants, on va avoir un discours sur le passé ouvrier, quitte à le mythifier, à le simplifier. En tout cas, il peut y avoir des discours discordants à ce niveau là, mais voilà, on est un peu dans la reconstruction et c'est vrai que c'est une question que l'on peut se poser. Quelle part de reconstruction dans ce processus de représentation ?

**Jean-Michel Rodrigo :** C'est d'autant plus une question que l'on peut se poser à chaque fois que l'on fait un film qui a trait à l'histoire. L'histoire tu vas forcément chercher à gratter dans la mémoire des gens, étant donné que l'on est dans le passé. Donc forcément mise en scène, l'histoire est toujours mise en scène. L'histoire au lendemain de la guerre ici, on a fait de gens qui étaient héros de rien du tout, on en a fait des supers héros. Les



autres on les a bannis. On leur a tondu les cheveux et puis dix ans après, on a reconnu que ça n'était pas si simple. Voilà, on bâtit et on construit en permanence l'histoire.

Mais là, en l'occurrence, d'une certaine manière la raison d'être de ce film, c'était qu'il y a pire que de construire l'histoire, c'est de l'occulter et de la faire disparaître. C'est-à-dire qu'il y a un phénomène général dans un pays comme le Pérou à l'heure actuelle, il y a un immense travail d'amnésie des uns et des autres. On oublie les histoires comme celles de Villa El Salvador, les uns parce que la grande vague libérale fait que c'est quand même une période de l'histoire un peu chiant à raconter, c'est un peu un contre-exemple, c'est un grain de sable ; les autres parce que quand même, ils existent toujours, les gens qui sont du Sentier Lumineux, ceux qui ont bien aimé le Sentier Lumineux, leurs héritiers etc. Ils ont quand même du sang sur les mains, des morts sur la conscience. Puis il y a des gens qui ont vécu eux-mêmes tout cela, pour beaucoup, comme un traumatisme très fort, et qui ont tendance à évacuer. Donc oui là forcément, ça a été quelque chose qui a été délibérément dans ma démarche dès le premier instant, c'est de dire, il faut que l'on me remonte aux sources, il faut que l'on re-raconte parce qu'il n'y a pas dix mômes sur cinq cent à Villa El Salvador qui connaissent véritablement l'histoire. Et la mise en scène des mômes à la fin, qui n'a rien à voir avec le film, on joue avec cela... je pense qu'une heure avant qu'on tourne cette scène, on ne savait pas qu'elle avait lieu parce que dans un tournage comme cela, on est à la fois très structuré, très organisé, à aller chercher ce dont on a envie d'aller chercher. Puis en même temps, sur le chemin on tombe là-dessus, on se dit « hop, on s'arrête cinq minutes, une heure, deux heures s'il le faut ». Là c'était un peu le cas, mais bon c'est une des survivances que l'on a filmée, une survivance du rôle important que depuis le début, dans l'histoire de Villa El Salvador, on a fait joué aux enfants, parce que l'on estime et c'est très andin (ni chrétien, ni ouvrier), un môme dès qu'il a l'âge globalement d'être productif c'est-à-dire d'aller chercher de la flotte au puits, de ramener une botte de foin ou d'emmener un troupeau paître. On lui doit à peu près le même respect et on a les mêmes exigences à son égard qu'à l'égard d'un adulte donc les mômes ont un rôle important. Donc je trouvais que c'était important de mentionner cela puis de dire qu'il y avait 2% du budget municipal qui leur était alloué. Donc juste pour terminer sur la mémoire : non, à l'heure actuelle dans les archives de Villa El Salvador, je pense que les deux-tiers des archives photographiques de la ville, c'est les duplicata de mes photos à moi. Des chercheurs passent, des allemands etc, qui disent « ah je fais une thèse sur... », ils braquent dix-quinze photos, il n'y a aucun système d'archivage véritablement et sérieusement constitué et la mémoire est quelque chose qui n'est pas travaillé. Donc oui, mise en scène, mais tout film est une mise en scène.

**SJ** : D'autres questions ?

**Intervention du public** : Bonsoir, merci beaucoup pour l'intervention. Très beau film. Ma question est : d'abord, est-ce qu'il y a encore aujourd'hui une dynamique révolutionnaire non seulement à Villa El Salvador, mais dans les quartiers au Pérou ? Donc, dans quelle mesure cette expérience magnifique a été un moment de rupture avec les révolutions puisque dans le reste du continent, il y avait une sorte d'élite éclairée, il y avait énormément de progrès sociaux, les révolutions se faisaient encore avec les modes décisionnels très archaïques : table ronde, une hiérarchie très stricte ? Donc dans quelle mesure, le fait que ça soit dans un quartier où au départ, on se battait pour la survie en partant de rêves, avec beaucoup de courage aussi sans en avoir conscience, on réinvente en construisant la cité les modes nouveaux de faire de la politique, dans quelle mesure cela crée les signaux d'une politique nouvelle pour tout le continent fondée d'abord sur les quartiers, enracinés peut-être sur la tradition anarcho-syndicaliste, ou peut-être l'influence trotskyste aussi mais fondée d'abord sur les quartiers d'anciens habitants qui s'organisent et qui essaient de discuter ensemble la politique du quartier ?

**AS** : Je vais vous répondre. Ça m'a fait tilt quand vous avez dit « anarcho-syndicalisme ». C'est que la première chose à laquelle on pense justement c'est des communautés à l'anarcho-syndicalisme quand on voit ce type de quartier. Sur l'expérience révolutionnaire, je crois que cela a été dit. L'expérience du Sentier Lumineux a terrassé la gauche et l'idée même d'un mouvement syndicaliste collectif, qui a été ruiné pendant des années. Donc là





c'est un peu revenu, et dans le reste du pays il y a des foyers sans doute d'une gauche révolutionnaire. Mais c'est vrai qu'à Lima, il n'y a pas ce genre de revendications et la gauche a eu du mal à diriger Lima. Cela a été un peu un phénomène de surprise où il y a eu une femme qui a été élue maire, qui vient de la gauche, une gauche modérée d'une certaine manière et elle vient d'être battue aux dernières élections la semaine dernière, à plate couture par l'ancien maire. En revanche Villa El Salvador est un modèle affiché et revendiqué, même par les autorités : modèle de participation pour montrer que l'on fait de la participation, qu'il y a une création à partir de la population. L'idée d'autogestion, on la retrouve dans d'autres quartiers, où le terme même d'autogestion est affiché. Mais en tout cas dans ce que je vois, je n'irais peut-être pas jusqu'à un modèle révolutionnaire et justement la gauche s'est développée et bien nourrie y compris de manière révolutionnaire dans d'autres pays que là. Le Sentier Lumineux garde encore des foyers dans les Andes, où il y a ce genre de mouvements et qui sont combattus par le pouvoir central.

**Intervention du public :** Est-ce qu'il y a eu des tentatives de corruption de la part des autorités locales de Villa El Salvador ? Parce que là, tout a l'air parfait dans ce film. Les gens sont intègres, ils sont participatifs, ils partagent, ils sont coopératifs, mais il y a bien dû y avoir quelques corrompus quand même ? Comment réagit la population ou les autorités non corrompues face à des tentatives de corruption ? Je pense que ça a dû avoir lieu, sinon ça veut dire qu'on est dans un autre monde.

**Jean-Michel Rodrigo :** Ca peut-être les deux d'ailleurs, on peut à la fois penser qu'il y a eu des exemples concrets de corruption et on peut aussi être dans un autre monde. Alors, une des réponses : la corruption c'est quand même un des phénomènes les plus vieux, c'est l'un des plus vieux métiers du monde. Par ailleurs Villa El Salvador n'a pas échappé à ce genre de phénomène là et, en même temps, et cela n'est pas un hasard si ça n'est pas dans le film puisque ça ne s'était pas encore produit, c'est que le maire d'après celui qui est dans le film va se faire gauler pour corruption. Il y a une manifestation tellement monstrueuse dans la ville contre ce maire corrompu que bon, il tient le coup pendant quelques heures, après les gens marchent sur la mairie et le gars est obligé de s'échapper. Là aussi, c'est un exemple unique au Pérou, qui est un pays avec beaucoup de corruption mais ça n'est pas le seul. Il paraît que l'on a cela aussi en France. On a quand même une population qui se mobilise de manière suffisamment impressionnante pour réussir à virer un maire qu'elle a élu d'ailleurs. Le maire qui vient de sortir des élections là, il va lui arriver la même chose puisqu'il y a des rumeurs très graves de corruption y compris de trafic de drogues. Donc il y a de bonnes chances pour qu'il lui arrive la même chose. Mais oui la corruption, la délinquance, tout ça existe. Villa El Salvador n'est pas, alors peut-être que c'est mon côté « Bisounours », je l'ai présenté comme cela peut-être un peu trop, même si ça n'est pas comme cela que je le vois. Le fait d'être une utopie qui se concrétise et qui se confronte à la réalité pendant autant d'années fait que bien évidemment, Villa El Salvador est rattrapée par toutes les conneries du monde dans lequel on vit. Donc elle n'échappe pas à la drogue chez les mêmes, ni à un petit peu de délinquance. Je n'ai pas voulu traiter de la délinquance, j'aurais pu, c'était à mourir de rire ; la délinquance de Villa El Salvador c'est une blague par rapport aux plus proches... même dans le XIIIème, il y a pire. Villa El Salvador n'a échappé à rien et n'échappe à rien.

**AS :** On va clore cette troisième soirée. On remercie nos trois intervenants et l'on vous remercie à tous.

**NB :** Demain la dernière soirée du festival débutera à 18h avec la projection de Troupe d'élite, film brésilien, suivi d'un film indien Ugly qui est sorti en 2013. L'ensemble sera suivi d'un débat avec deux invités, Laurent Gayer du CERIS de Sciences Po et Angelina Peralva, professeur à l'université de Toulouse-Le Mirail. Le thème de la soirée sera mondes criminel et policier.

